



Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 25 avril au 4 mai 2017. Le prochain rapport sera publié vers le 11/5/2017.

## Faits saillants

- **La résurgence de conflits fonciers entraîne la mort de quatre personnes et un déplacement de population dans les territoires d'Aru, Djugu et Mahagi.**
- **40 000 personnes privées d'eau potable à Bunia faute d'exonération de matériel d'importation.**
- **La répétition d'incursions des éléments armés Sud-Soudanais à Aru fragilise la protection des civils.**

## Aperçu de la situation

Au cours de l'année 2016, la Division provinciale de la santé (DPS) de l'Ituri a enregistré environ 4 000 cas de tuberculose dont 210 décès dans l'ensemble de la Province. Selon le ministre provincial de la santé, cette situation est consécutive, entre autres, au faible taux de dépistage dans la plupart des zones de santé de l'Ituri et l'implication moins active des communautés dans les activités de sensibilisation. Le ministre provincial a invité les autorités sanitaires et les communautés à tout mettre en œuvre pour éradiquer cette maladie dont le traitement est gratuit. Pour sa part, la DPS a appelé les professionnels de la santé et les partenaires à unir leurs efforts pour améliorer le dépistage et la prise en charge de la tuberculose, particulièrement chez les enfants. Selon les structures sanitaires, les zones minières, notamment Bambu (Territoire de Djugu), Mongwalu, Niania (Territoire de Mambasa) et Nizi sont les plus touchées en raison de la forte promiscuité.

Selon le suivi de protection, le 26 avril, des présumés éléments de l'armée populaire de libération du Soudan (APLS), en provenance de la localité sud-soudanaise de Morobu, ont fait une incursion dans le village Rakanya (environ 40 km au nord d'Ingbokolo, Territoire d'Aru). Au cours de cette incursion, une rapatriée spontanée âgée d'environ 65 ans a été battue et est décédée. La population vit désormais dans la peur des éléments de SPLA et autres hommes armés qui insécurisent la zone, encouragés par la faible présence des forces de défense et de sécurité. La société civile du Territoire d'Aru et les acteurs de protection se plaignent de la récurrence de ces incursions et recommandent aux autorités de prendre des dispositions pour renforcer la protection des civils et des réfugiés. Celle-ci est fragilisée par l'insécurité qui prévaut au Soudan du Sud et qui s'étend peu à peu au Territoire d'Aru.

Le suivi de protection a signalé un conflit foncier, survenu le 26 avril entre les habitants de Yimbu et d'Akara (environ 150 km au nord de Bunia), qui a causé la mort de quatre personnes et forcé un nombre inconnu d'habitants à fuir Yimbu vers la localité de Mosongwa en Territoire de Mahagi. On déplore également l'incendie d'une vingtaine de cases, la destruction de champs et autres biens. Davantage d'efforts devraient être déployés par les décideurs pour renforcer la présence de l'autorité de l'Etat dans cette zone où les conflits demeurent endémiques. Pour rappel, dans la même zone de Djugu, un conflit intercommunautaire signalé à la mi-mars dans le groupement de Linga avait provoqué un déplacement de plus de 12 000 personnes qui n'ont pas encore regagné leur milieu d'origine. Dans le Territoire d'Aru, la population de Kamaka a fui la localité de Kamaka (environ 350 km au nord-est de Bunia) à la suite du conflit foncier qui l'oppose au village d'Irivo depuis le 28 avril. Une trentaine de cases ont été détruites au cours des affrontements. Dans le Territoire de Mahagi, depuis le 30 avril, on assiste à un rebondissement des conflits entre les villages de Jupafoyo et Jupanyar Unore. Par conséquent, près de 12 000 personnes retournées dans la zone en décembre 2016 ont été contraintes à un nouveau déplacement vers diverses localités situées entre Ndrele et Ngote.

Grâce à un compromis trouvé entre les autorités locales et les concessionnaires du site adventiste de Komanda (75 km au sud-est de Bunia), plus de 1 500 personnes déplacées internes n'ont pas été expulsées du site le 30 avril 2017. L'insécurité qui prévaut dans les villages d'origine qui se trouvent dans le sud du Territoire d'Irumu en Ituri et dans la région de Beni n'incite pas les déplacés à regagner leur milieu d'origine. Pour rappel, il y a une année, des attaques de miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) contre les villages d'Apinzi 1, 2 et 3 et Mandibe (Territoire d'Irumu en Ituri), d'une part, et les exactions commises par de présumés éléments des Forces démocratiques alliées (ADF) contre les civils dans le Grand-Nord (Nord-Kivu), d'autre part, avaient provoqué un déplacement de près de 2 000 personnes sur l'axe Komanda - Luna (Ituri).

## Besoins et Réponses humanitaires



Le projet de la couverture en eau potable en faveur de 40 000 personnes de l'un des 12 quartiers de Bunia a avorté, une année après de longues négociations entre l'ONG Centre d'Initiation au Développement Rural en Ituri (CIDRI) et les autorités provinciales pour l'exonération de matériel de forage, qui se trouve en Ouganda. Le CIDRI ne dispose pas du financement nécessaire pour le dédouanement du matériel. Pour rappel, de 1984 à ce jour, le CIDRI a déjà réalisé 12 adductions gravitaires dans les territoires d'Aru, de Bunia, Djugu et Mahagi au profit de 450 000 personnes. Dans la ville de Bunia, le réseau privé d'eau Ngongo I, construit par cette ONG en 1984 sur financement du gouvernement belge, permet de couvrir les besoins de 76 000 habitants des quartiers Mudzipela et Ngezi.

## Chiffres clés

74 148

réfugiés Sud-Soudanais enregistrés dans le Haut-Uélé et en Ituri au 31 mars 2017.

425 182

personnes sur 5 347 332 sont en insécurité alimentaire aiguë en Ituri, selon le 14<sup>ième</sup> Cycle de l'IPC de juin 2016 à janvier 2017.

58 409

personnes sur 1 119 134 sont en insécurité alimentaire aiguë dans le Bas-Uélé, selon le 14<sup>ième</sup> Cycle de l'IPC de juin 2016 à janvier 2017.

82 529

personnes sur 2 384 547 sont en insécurité alimentaire aiguë dans la Tshopo, selon le 14<sup>ième</sup> Cycle de l'IPC de juin 2016 à janvier 2017.

3 642

cas de violence sexuelle basée sur le genre enregistrés dans les provinces du Bas-Uélé, du Haut-Uélé et de l'Ituri en 2016.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Yvon Edoumou**, Chargé de l'Information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org), tél. +243 81 706 1213

**Serge le Grand Mabaluka**, Reporting Assistant, OCHA Bunia, [mabaluka@un.org](mailto:mabaluka@un.org), tél. +243 81 706 1310, +243 99 884 5572

Pour plus d'informations, consultez : [Humanitarianresponse.info/RDC](http://Humanitarianresponse.info/RDC); [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int); [www.unocha.org](http://www.unocha.org)

Afin de recevoir (ou ne plus recevoir) ce bulletin d'informations, veuillez envoyer un courriel à [mabaluka@un.org](mailto:mabaluka@un.org)